



RAPPORT ANNUEL SUR
**LA GÉOPOLITIQUE
DE L'AFRIQUE**

PENSER L'AFRIQUE DANS UN MONDE FRAGMENTÉ

2026

Sous la direction de
Abdelhak Bassou



© Ed. Policy Center for the New South 2026

Tous droits de production, d'adaptation
et d'exécution réservés pour tous les pays.



THINK • STIMULATE • BRIDGE

RAPPORT ANNUEL SUR LA GÉOPOLITIQUE DE L'AFRIQUE

2026

Sous la direction de Abdelhak Bassou

SOMMAIRE

Liste des auteurs.....	08
Abréviations.....	12
À propos du Policy Center for the New South.....	16
Préface.....	18
L'année africaine en repères.....	20
Positions africaines.....	22

Partie 1 : L'Afrique dans le jeu des puissances34

Chapitre 1	L'importance stratégique renouvelée de l'Afrique dans les rivalités de puissance au 21ème siècle.....	36
Chapitre 2	Rivalités stratifiées : grandes puissances, puissances moyennes et nouvelle géopolitique de l'Afrique.....	50
Chapitre 3	Equilibrer souveraineté et survie : l'Afrique face aux recompositions de la puissance mondiale.....	62
Chapitre 4	Compétition des grandes puissances et nouvelle ruée vers l'Afrique australe.....	72
Chapitre 5	Sommet UE-UA de Luanda 2025 : une rencontre sans décision majeure, mais riche en promesses.....	88
Chapitre 6	Qui contrôle l'aiguillage peut éteindre un Etat. Infrastructures critiques, intelligence artificielle et souveraineté exécutable : l'Afrique dans la rivalité des puissances (2026-2036).....	98
Chapitre 7	Le Cameroun dans la géoéconomie de la friperie en Afrique : panorama continental, état des lieux national et perspectives stratégiques.....	110
Chapitre 8	Repenser les narratifs sur la participation politique des jeunes en Afrique : le cas kényan.....	122

Partie 2 : Guerres et conflictualités à l'ère des nouvelles technologies.....132

Chapitre 1	Technologies émergentes dans les conflits en Afrique : usages stratégiques et défis de sécurité.....	134
Chapitre 2	La « dronisation » du continent africain : entre souveraineté, dépendance technologique et innovation locale.....	144

Chapitre 3	La transformation technologique des guerres en Afrique à l'ère numérique : enjeux pour la recomposition stratégique sécuritaire face aux groupes terroristes et rebelles dans le Sahel et l'Afrique de l'Ouest.....	156
Chapitre 4	Mali : l'État à l'épreuve du territoire et des flux.....	166
Chapitre 5	Le Niger et l'AES : choix sécuritaire ou alignement conjuncturel ?	182
Chapitre 6	Le Bénin à l'épreuve du terrorisme	200
Chapitre 7	Les racines de l'instabilité soudanaise : entre fractures structurelles et islam politique. Quels sont les facteurs conflictogènes au Soudan et quelle est la part des Frères musulmans dans les crises soudanaises ?	210
Chapitre 8	Articuler sécurité et développement : les fondements d'un paradigme africain de la paix.....	220
Chapitre 9	Dynamiques régionales du conflit au Sud-Kivu : implications pour le Burundi	228
Chapitre 10	La sécurité collective en Afrique de l'Ouest : entre variables sociopolitiques du souverainisme, populisme et reconfiguration géopolitique	242

Partie 3 : Espaces Stratégiques : mers, corridors et zones de projection 262

Chapitre 1	Connecter les espaces stratégiques africains aux recompositions géopolitiques en cours.....	264
Chapitre 2	Corridors stratégiques et souveraineté fragmentée : projection de puissance aux frontières africaines.....	272
Chapitre 3	La Mauritanie : pivot des initiatives royales de l'Atlantique.....	282
Chapitre 4	Entre fleuve et mer : les contraintes de l'enclavement et la dépendance régionale sous Abiy Ahmed (2018-2026).....	292
Chapitre 5	Souveraineté compétitive dans la Corne de l'Afrique : rivalités extérieures et lutte pour l'autorité.....	304
Chapitre 6	L'Afrique de l'Est à la croisée des incertitudes : insécurité et diplomaties croisées.....	316

Chapitre 7	Naviguer au point de passage stratégique de l’océan indien : le rôle critique du canal du Mozambique dans la politique étrangère de Madagascar.....	328
Chapitre 8	Cybermenaces contre les espaces stratégiques maritimes africains : vulnérabilités des principales voies maritimes et ports en 2025	340
Partie 4 :	Regards Stratégiques.....	354
Carte 1 :	Afrique 2026 : conflictualité, enclavement et compétition pour les ressources.....	356
Carte 2 :	Façade atlantique africaine de la rente a l’intégration.....	357
Focus Stratégique 1	Influence Russe en Afrique	358
Focus Stratégique 2	Influence Iranienne en Afrique	364
Focus Stratégique 3	Influence Chinoise en Afrique.....	370
Focus Stratégique 4	Influence des pays du Golfe en Afrique	376
Focus Stratégique 5	Présence Européenne en Afrique	380
Focus Stratégique 6	Présence Américaine en Afrique	386
Voix d’experts – Conversation :	Commerce international, géopolitique et stratégies africaines dans un système mondial en recomposition	392

CONTRIBUTEURS

Abdelhak Bassou	Senior Fellow, Policy Center for the New South	Directeur de publication
Garba Abdoul Azizou,	Chercheur Associé, CECRI UCL, Ancien Conseiller spécial du Président, Niger	- Le Niger et l'AES : choix sécuritaire ou alignement conjoncturel ?
Akendengué-Tewelyo Ernest	Juge consulaire, Tribunal de Commerce de Libreville et Directeur Général, e-Doley Finance	- Qui contrôle l'aiguillage peut éteindre un Etat. Infrastructures critiques, intelligence artificielle et souveraineté exécutable : l'Afrique dans la rivalité des puissances (2026-2036)
Alaoui Belghiti Driss	Senior Specialist, Département de Recherche en Relations Internationales, Policy Center for The New South	- Dynamiques régionales du conflit au Sud- Kivu : implications pour le Burundi - Focus Stratégique 1 : Influence Russe en Afrique - Focus Stratégique 2 : Influence Iranienne en Afrique - Focus Stratégique 3 : Influence Chinoise en Afrique - Focus Stratégique 4 : Influence des Pays du Golfe En Afrique - Focus Stratégique 5 : Influence Européenne en Afrique - Focus Stratégique 6 : Influence des Etats Unies en Afrique.
Aouini Mohammed	Senior Graphic Designer, Policy Center for the New South	- Conception de la couverture - La mise en page de l'ouvrage
Amarir Meryam	Research Analyst, Département de Recherche en Relations Internationales, Policy Center for The New South	- Les racines de l'instabilité soudanaise : entre fractures structurelles et islam politique. Quels sont les facteurs conflictogènes au Soudan et quelle est la part des Frères musulmans dans les crises soudanaises ?
Ayouba Kouerou	Commissaire de Police, Expert en Sécurité et Gouvernance administrative, Administrateur parlementaire (Commission de défense et sécurité), Assemblée nationale de la République du Bénin	- Le Bénin à l'épreuve du terrorisme
Azouzou Fatim Zohra	Research Analyst, Département de Recherche en Relations Internationales, Policy Center for The New South	- Carte 3 : Présence Russe en Afrique - Carte 5 : Présence Chinoise en Afrique - Carte 6 : Présence Européenne en Afrique - Carte 7 : Présence Américaine en Afrique.

Bassou Abdelhak	Senior Fellow, Policy Center for The New South	- Les racines de l'instabilité soudanaise : entre fractures structurelles et islam politique. Quels sont les facteurs conflictogènes au Soudan et quelle est la part des Frères musulmans dans les crises soudanaises ?
Boucetta Mounia	Senior Fellow, Policy Center for The New South	- Technologies émergentes dans les conflits en Afrique : usages stratégiques et défis de sécurité.
Chegraoui Khalid	Senior Fellow, Policy Center for The New South	- L'Afrique de l'Est à la croisée des incertitudes : insécurité et diplomatie croisées.
Cissé Djenabou	Chargée de mission Afrique, Centre d'analyse, de prévision et de stratégie, Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères – France	- La « dronisation » du continent africain : entre souveraineté, dépendance technologique et innovation locale.
Diarra Lassina	Directeur, Institut de recherche stratégique de l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme, et enseignant-chercheur, département de Science politique de l'Université Félix Houphouët – Boigny d'Abidjan	- La sécurité collective en Afrique de l'Ouest : entre variables sociopolitiques du souverainisme, populisme et reconfiguration géopolitique.
El Moummy Hachem	Diplomate et Chercheur – Doctorant	- Articuler sécurité et développement : les fondements d'un paradigme africain de la paix.
El Ouassif Amal	Senior Specialist, Département de Recherche en Relations Internationales, Policy Center for The New South	- Repenser les narratifs sur la participation politique des jeunes en Afrique : le cas kényan.
Etoundi Ayissi Joseph Chantal	Ministre plénipotentiaire, Directeur des Affaires d'Amérique et des Caraïbes, Ministère des Relations Extérieures -Cameroun	- Le Cameroun dans la géoéconomie de la friperie en Afrique : panorama continental, état des lieux national et perspectives stratégiques.
Jabbar Chaima	Research Analyst, Département de Recherche en Relations Internationales, Policy Center for The New South	- Mali : l'État à l'épreuve du territoire et des flux - Carte 1 : Afrique 2026 : conflictualité, enclavement et compétition pour les ressources - Carte 2 : Façade atlantique africaine : de la rente à l'intégration - Carte 4 : Cartographie de la présence iranienne en Afrique.

Jaldi Abdessalam	Senior Specialist, Département de Recherche en Relations Internationales, Policy Center for The New South	- Sommet UE-UA de Luanda 2025 : une rencontre sans décision majeure, mais riche en promesses
Jaoid Lina	Stagiaire, Département de Recherche en Relations Internationales, Policy Center for The New South	- Année Africaine en Repères.
Jibou Rhita	Conseillère des affaires étrangères, Ministère des Affaires Etrangères - Maroc	- Naviguer au point de passage stratégique de l'océan indien : le rôle critique du canal du Mozambique dans la politique étrangère de Madagascar.
Kanté Ibrahim Mady	Directeur exécutif de Sahel Academy for Peace & Security Studies, enseignant - chercheur à l'Université Kurukanfuga de Bamako et chercheur associé au CIRAM, Université Laval	- La transformation technologique des guerres en Afrique à l'ère numérique : enjeux pour la recomposition stratégique sécuritaire face aux groupes terroristes et rebelles dans le Sahel et l'Afrique de l'Ouest
Kiros Kidane	Senior Fellow, Policy Center for The New South	- L'importance stratégique renouvelée de l'Afrique dans les rivalités de puissance au 21ème siècle.
Koe Jean Patrice	Directeur de la Communication, de la Documentation et des Archives diplomatiques, Ministère des Relations Extérieures du Cameroun	- Le Cameroun dans la géoéconomie de la friperie en Afrique : panorama continental, état des lieux national et perspectives stratégiques.
Mahli Bilal	Specialist, Département de Recherche en Relations Internationales, Policy Center for The New South	- Corridors stratégiques et souveraineté fragmentée : projection de puissance aux frontières africaines - Positions Africaines.
Manson Elsie Amelia	Cheffe d'équipe, projet EU Safe Seas for Africa	- Cybermenaces contre les espaces stratégiques maritimes africains : vulnérabilités des principales voies maritimes et ports en 2025
Matsilele Isaac	Directeur général, Association des conseils de district ruraux du Zimbabwe (ARDCZ)	- Compétition des grandes puissances et nouvelle ruée vers l'Afrique australe.
Mbanje Tendai	Expert des mécanismes de gouvernance, de paix et de sécurité de l'Union africaine et des Communautés économiques régionales africaines	- Equilibrer souveraineté et survie : l'Afrique face aux recompositions de la puissance mondiale.
Mokaddem H. Sara	Chercheuse en Relations Internationales et géopolitique et consultante en gestion des risques liés aux investissements	- Entre fleuve et mer : les contraintes de l'enclavement et la dépendance régionale sous Abiy Ahmed (2018-2026).
Muse Ali Abdisaid	Ancien ministre des Affaires étrangères, Gouvernement de la Somalie	- Souveraineté compétitive dans la Corne de l'Afrique : rivalités extérieures et lutte pour l'autorité.

Nyonka'a Trésor Joel	Diplomate, Ministère des Relations extérieures du Cameroun (MINREX) - Cameroun, Consultant auprès de l'Observatoire de la presse nationale et étrangère (OPEN) et Coordinateur de l'Association des attachés des affaires étrangères du Cameroun (F3A)	- Le Cameroun dans la géoéconomie de la friperie en Afrique : panorama continental, état des lieux national et perspectives stratégiques.
Ouzzaouit Hiba	Doctorante, Université Mohammed VI Polytechnique	- Rivalités stratifiées : grandes puissances, puissances moyennes et nouvelle géopolitique de l'Afrique.
Sachikonye Lloyd	Professeur émérite en gouvernance et études du développement à l'Université du Zimbabwe	- Compétition des grandes puissances et nouvelle ruée vers l'Afrique australe.
Sempijja Norman	Professeur associé à l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P)	- Rivalités stratifiées : grandes puissances, puissances moyennes et nouvelle géopolitique de l'Afrique.
Sidi Mohamed Sidi Fall Ould Oumeir	Avocat à la Cour, professeur de droit et expert en politiques publiques et Ancien Secrétaire général du Ministère des Pêches et de l'Économie maritime	- La place de l'Afrique atlantique dans la géopolitique de l'énergie.
Tallam Marvin	Directeur des affaires juridiques et des politiques, Bureau exécutif du Président du Kenya	- Connecter les espaces stratégiques africains aux recompositions géopolitiques en cours.
Tayebi Oussama	Senior Specialist, Département de Recherche en Relations Internationales, Policy Center for The New South	- Dynamiques régionales du conflit au Sud-Kivu : implications pour le Burundi.
Zidani Abla	Junior Professional, Département de Recherche en Relations Internationales, Policy Center for The New South	- Carte 4 : Cartographie de la présence iranienne en Afrique - Positions Africaines.

ABRÉVIATIONS

ABEGIEF : Agence béninoise de gestion intégrée des espaces frontaliers

ACLED : Armed Conflict Location and Event Data Project

AES : Alliance des États du Sahel

AFRICOM : Commandement des États-Unis pour l'Afrique (United States Africa Command)

AGOA : Loi sur la croissance et les opportunités en Afrique (African Growth and Opportunity Act)

AIS : Système d'identification automatique des navires (Automatic Identification System)

AKP : Parti de la Justice et du Développement (Turquie)

AMAMCO : Agence marocco-mauritanienne de coopération

ANIP : Agence nationale d'identification des personnes (Bénin)

APSA : Architecture africaine de paix et de sécurité

AU / UA : Union africaine

AUDA-NEPAD : Agence de développement de l'Union africaine – Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique

AUSSOM : Mission de l'Union africaine en Somalie

BM : Banque mondiale

BOA : Base opérationnelle avancée

BRI : Initiative la Ceinture et la Route (Belt and Road Initiative)

BRICS : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud

C2 : Commandement et contrôle

C4ISR : Commandement, contrôle, communications, informatique, renseignement, surveillance et reconnaissance

C5ISR : C4ISR étendu à la dimension cyber

CAO / EAC : Communauté d'Afrique orientale (East African Community)

CEDEAO : Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

CENTIF : Cellule nationale de traitement des informations financières (Bénin)

CER : Communauté économique régionale

CFA : Communauté financière africaine

CIJ : Cour internationale de justice

CIRGL : Conférence internationale sur la région des Grands Lacs

CNIN : Centre national d'investigations numériques (Bénin)

CNUDM : Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS)

CPA : Accord de paix global / Comprehensive Peace Agreement (Soudan, 2005)

CPI : Cour pénale internationale

CPS : Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine

CRESMAC : Centre régional de sécurité maritime d'Afrique centrale

CRESMAO : Centre régional de sécurité maritime de l'Afrique de l'Ouest

CRIET : Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme (Bénin)

CSP-DPA/CMA : Cadre stratégique permanent pour la défense du peuple de l'Azawad / Coordination des mouvements de l'Azawad

CSSDCA : Conférence sur la sécurité, la stabilité, le développement et la coopération en Afrique (2000)

CUA : Commission de l'Union africaine

DAPPS : Département des affaires politiques, de la paix et de la sécurité (UA)

DDoS : Attaque par déni de service distribué (Distributed Denial of Service)

DP World : Société émiratie de gestion portuaire (Dubai Ports World)

EAU : Émirats arabes unis

EIGS : État islamique dans le Grand Sahara

EPRDF : Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien

ESC : Exit, Substitution, Continuité (doctrine de souveraineté exécutable)

EUBAM : Mission de l'UE d'assistance aux frontières (EU Border Assistance Mission)

EUCAP : Mission de renforcement des capacités de l'UE (EU Capacity Building Mission)

EUNAVFOR : Force navale de l'Union européenne

EUTM : Mission de formation militaire de l'UE (EU Training Mission)

EVP : Équivalent vingt pieds (conteneur TEU)

FAA : Force africaine en attente

FLA : Front de libération de l'Azawad

FMI : Fonds monétaire international

FOCAC : Forum sur la coopération sino-africaine

FPV : Drone First Person View (pilotage en immersion)

FSR / RSF : Forces de soutien rapide (Soudan)

G5 Sahel : Groupe des cinq pays du Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad)

GAA : Gazoduc Afrique Atlantique

GAFAM : Google, Apple, Facebook (Meta), Amazon, Microsoft

GATIA : Groupe autodéfense touareg Imghad et alliés

GERD : Grand barrage de la Renaissance éthiopienne (Grand Ethiopian Renaissance Dam)

GGC : Golfe de Guinée / Commission du golfe de Guinée

GML : Grand modèle de langage (LLM)

GNL : Gaz naturel liquéfié

GoG : Golfe de Guinée (Gulf of Guinea)

GPC : Compétition entre grandes puissances (Great Power Competition)

GPS : Système de positionnement mondial (Global Positioning System)

GRU : Renseignement militaire russe (Glavnoye Razvedyvatel'noye Upravleniye)

GSIM / JNIM : Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin)

GSM : Global System for Mobile communications

IA : Intelligence artificielle

ICCO : Organisation islamique de culture et de communication

IDE : Investissement direct étranger (FDI)

IGAD : Autorité intergouvernementale pour le développement (Intergovernmental Authority on Development)

ISC-3 : Index de souveraineté et de continuité (outil diagnostique, doctrine ESC)

ISR / JISR : Renseignement, surveillance et reconnaissance (Intelligence, Surveillance, and Reconnaissance)

ISSP : État islamique au Sahel (Sahel Province)

ISWAP : État islamique en Afrique de l'Ouest (Islamic State West Africa Province)

IXP : Point d'échange Internet (Internet Exchange Point)

JNIM / GSIM : Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin)

LAPSSET : Corridor Lamu–Soudan du Sud–Éthiopie

M23 : Mouvement du 23 mars (RDC)

MBZ : Mohammed ben Zayed (dirigeant des Émirats arabes unis)

MDA / C-MDA : Conscience situationnelle cyber-maritime (Cyber-Maritime Domain Awareness)

METEC : Société de métaux et d'ingénierie (Éthiopie — Metals and Engineering Corporation)

MINUSMA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali

MMCC : Centre de coordination maritime et aérienne

MNLA : Mouvement national de libération de l'Azawad

MOU : Mémoire d'entente (Memorandum of Understanding)

MPSR II : Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (Burkina Faso, 2022)

NBI : Initiative du bassin du Nil (Nile Basin Initiative)

OCS : Organisation de coopération de Shanghai

OMI : Organisation maritime internationale (IMO)

ONU / UN : Organisation des Nations Unies

OPV : Patrouilleur hauturier (Offshore Patrol Vessel)

OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (NATO)

OTSC : Organisation du traité de sécurité collective (CSTO)

OUA : Organisation de l'unité africaine

PAF : Poste avancé fortifié

PAPSS : Système panafricain de paiement et de règlement (Pan-African Payment and Settlement System)

PAPSSCARD : Carte de paiement panafricaine (lancée 2025)

PAS : Programme d'ajustement structurel

PCNS : Policy Center for the New South

PEAA : Processus des États africains de l'Atlantique

PEPFAR : Plan d'urgence américain pour la lutte contre le sida (President's Emergency Plan for AIDS Relief)

PIB : Produit intérieur brut

PIP : Programme d'investissement prioritaire (G5 Sahel)

PSD : Nexus Paix-Sécurité-Développement

Quad : Dialogue de sécurité quadrilatéral (États-Unis, Inde, Australie, Japon)

RAGA : Rapport annuel sur la géopolitique de l'Afrique

RCA : République centrafricaine

RDC : République démocratique du Congo

RGPD : Règlement général sur la protection des données (UE, 2018)

RI : Relations internationales

SADC : Communauté de développement de l'Afrique australe

SAF : Forces armées soudanaises (Sudanese Armed Forces)

SCAR : Système continental d'alerte rapide (UA)

SIG : Système d'information géographique

SNIM : Société nationale industrielle et minière (Mauritanie)

SOC : Centre des opérations de sécurité (Security Operations Centre)

SPLM/A : Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan

SSN : Stratégie de sécurité nationale (National Security Strategy)

SWAIMS : Soutien à la sécurité maritime intégrée de l'Afrique de l'Ouest

SWIFT : Société pour les télécommunications financières interbancaires mondiales

TICAD : Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique

UCAV : Drone armé de combat (Unmanned Combat Air Vehicle)

UE : Union européenne

UKMTO : Organisation maritime britannique pour le commerce (United Kingdom Maritime Trade Operations)

UNODC : Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

USAID : Agence américaine pour le développement international

USV : Navire de surface sans pilote (Unmanned Surface Vessel)

VDP : Volontaires pour la défense de la patrie (Burkina Faso)

VTOL : Décollage et atterrissage verticaux (Vertical Take-Off and Landing)

VTS : Système de gestion du trafic maritime (Vessel Traffic Service)

Wagner / Africa Corps : Groupe paramilitaire russe (devenu Africa Corps en 2024)

YA : Architecture de Yaoundé

ZEE : Zone économique exclusive

ZLECAf : Zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA)

À propos du Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

A ce titre, le PCNS mobilise des chercheurs, publie leurs travaux et capitalise sur un réseau de partenaires de renom, issus de tous les continents. Le PCNS organise tout au long de l'année une série de rencontres de formats et de niveaux différents, dont les plus importantes sont les conférences internationales annuelles « The Atlantic Dialogues », « African Peace and Security Annual Conference » (APSACO) et « Africa Economic Symposium » (AES).

Enfin, le think tank développe une communauté de jeunes leaders à travers le programme Atlantic Dialogues Emerging Leaders (ADEL).

Cet espace de coopération et de mise en relation d'une nouvelle génération de décideurs et d'entrepreneurs, est déjà fort de plus de 420 membres. Le PCNS contribue ainsi au dialogue intergénérationnel et à l'émergence des leaders de demain.



PRÉFACE

Le rapport annuel sur la géopolitique de l'Afrique est cette année à sa dixième édition, cela fait donc dix ans que le Policy Center for the New South consacre à l'Afrique une tribune par laquelle les africains tentent de récupérer le narratif sur leur continent.

Ce chiffre 10 n'est pas anodin : il marque la maturité d'un projet éditorial fondé sur une conviction simple mais exigeante : l'Afrique doit se penser elle-même, depuis elle-même, avec les instruments analytiques que ses propres enfants forgent au contact du réel.

Ce dixième volume, réunissant vingt-sept contributions issues de seize nationalités africaines différentes, est la démonstration vivante que cette conviction n'était pas un vœu pieux.

L'Afrique de 2026 n'est plus celle de 2017. La décennie écoulée a vu s'accélérer des dynamiques que les premières éditions de cet ouvrage n'avaient fait qu'anticiper : la recomposition des rapports de puissance à l'échelle mondiale, la multiplication des foyers de conflictualité interne, l'irruption des technologies dans les espaces de guerre et de gouvernance, la contestation ouverte des architectures de sécurité héritées de la période post-coloniale. Le continent ne se pense plus comme un simple théâtre des rivalités extérieures, il part à la recherche de sa place d'acteur à part entière dans la reconfiguration de l'ordre international, revendiquant sa souveraineté stratégique avec une intensité nouvelle.

Cette édition s'organise autour de quatre lignes de force qui traversent, chacune à sa manière, l'ensemble des contributions rassemblées ici : La première est celle des rivalités de puissance et de leur impact sur les marges de manœuvre africaines. De la nouvelle ruée vers l'Afrique australe à la recomposition des relations entre

l'Union européenne et l'Union africaine, en passant par la montée en puissance des acteurs non-occidentaux, les auteurs examinent avec rigueur les conditions dans lesquelles les États africains tentent d'équilibrer souveraineté et survie face aux pressions croisées des grandes puissances. L'enjeu des infrastructures critiques et de l'intelligence artificielle, analysé dans l'une des contributions les plus prospectives de ce volume, illustre avec acuité la profondeur de cette dépendance structurelle et les voies possibles d'une souveraineté exécutable à l'horizon 2036.

La deuxième ligne de force est celle des guerres et des conflictualités à l'ère des nouvelles technologies. Le Sahel, le Soudan, la région des Grands Lacs, le Bénin, autant de terrains où se jouent, dans leurs formes les plus concrètes, les transformations doctrinales et opérationnelles induites par la "dronisation", les cybermenaces et la numérisation des affrontements. Les contributions réunies dans cette partie ne se contentent pas de cartographier ces mutations : elles les inscrivent dans des dynamiques politiques et sociales plus profondes, rappelant que la technologie ne produit jamais, seule, les conflits, mais qu'elle en reconfigure les équilibres, les temporalités et les seuils de violence. La question des racines structurelles de l'instabilité, au Soudan comme ailleurs, est traitée avec la profondeur qu'elle mérite, sans réductionnisme ni complaisance.

La troisième ligne de force porte sur les espaces stratégiques, mers, corridors et zones de projection. L'Afrique n'est pas une masse continentale close sur elle-même : elle est bordée par des façades maritimes dont la valeur stratégique croît à mesure que les compétitions géoéconomiques s'intensifient. Le canal du Mozambique, les voies de l'océan Indien, les corridors terrestres sahéliens et sahéliens,

RAPPORT ANNUEL SUR LA GÉOPOLITIQUE DE L'AFRIQUE

la Mauritanie comme pivot atlantique, l'Éthiopie aux prises avec les contraintes de l'enclavement, ces espaces sont analysés non comme des abstractions géographiques, mais comme des arènes où se nouent des rapports de force concrets, où la souveraineté est fragile et contestée, où les acteurs extérieurs projettent leur influence avec une continuité que les transitions politiques locales ne parviennent pas toujours à endiguer.

La quatrième ligne de force, transversale à toutes les autres, est celle des paradigmes : comment penser la paix, la sécurité, le développement, la participation politique et la gouvernance depuis une perspective africaine autonome ? Plusieurs contributions de ce volume s'y attellent explicitement, qu'il s'agisse de repenser les narratifs sur la jeunesse politique au Kenya, d'articuler sécurité et développement dans un paradigme endogène, ou d'interroger les fondements du souverainisme dans les dynamiques politiques ouest-africaines.

Ces textes participent d'un effort collectif de décolonisation épistémique, non pas comme posture rhétorique, mais comme programme intellectuel rigoureux, ancré dans des données empiriques et des cadres analytiques renouvelés.

Ce qui frappe, à la lecture de l'ensemble de ces contributions, c'est la densité analytique et la diversité géographique qu'elles représentent. Des Grands Lacs à la Corne de l'Afrique, du Sahel aux façades maritimes de l'océan Indien, de l'Afrique centrale aux périphéries sahariennes, ce volume couvre un spectre rarement atteint dans un seul ouvrage collectif, non par souci d'exhaustivité encyclopédique, mais parce que les dynamiques étudiées sont structurellement interconnectées. L'instabilité au Mali pèse sur le Bénin ; les rivalités dans la Corne de l'Afrique ont des répercussions dans l'ensemble de la région des Grands Lacs ; la dronisation du Sahel préfigure des transformations tactiques qui dépassent largement ce seul théâtre. Comprendre l'Afrique géopolitiquement impose désormais ce regard systémique.

Dix ans après sa première édition, Le Rapport annuel sur la Géopolitique de l'Afrique tient sa promesse fondatrice : être le lieu d'une pensée africaine libre, rigoureuse et engagée sur les grandes questions qui déterminent l'avenir stratégique du continent. Les vingt-huit auteurs de cette édition (seize nationalités, autant de terrains, autant de perspectives) en sont la meilleure preuve. Qu'ils en soient remerciés. Ce volume leur appartient, comme il appartient à tous ceux qui, en Afrique et au-delà, croient au droit du continent à s'approprier le droit de se raconter par lui-même.

Karim El Aynaoui

Abdelhak Bassou

L'ANNÉE AFRICAINE EN REPÈRES :

L'ANNÉE AFRICAINE EN REPÈRES

Avril & Septembre 2025 Le Maroc reçoit à Rabat les MAE de l'AES et accueille à Casablanca une conférence qui mobilise 9 milliards de dollars pour la RCA, positionnant l'Initiative Atlantique comme modèle de stabilisation régionale.

Jan.-Déc. 2025 : Guerre civile reprise de Khartoum par les FAS, contre-offensives successives des FSR et échec des médiations régionales et onusiennes.

Mar. 2025
Renversement de l'Administration Transitoire du Tigray, relançant les tensions entre l'Éthiopie et l'Érythrée.

Sep. 2025
Le JNIM, branche sahélienne d'Al-Qaïda, atteint son pic opérationnel depuis 2018 et impose un blocus sur les convois d'approvisionnement de Bamako, tandis que l'Africa Corps russe recule.

Sep. 2025 :
2^e Sommet Africain sur le Climat et adoption de la déclaration d'Addis-Abeba (2025)

Dec. 2025
Le retrait du Mali, Burkina Faso et Niger de la CEDEAO est formalisé

Nov. 2025
Guinée-Bissau : coup militaire post-élections

Jan. 2025
L'AUSOM remplace l'ATMIS en Somalie avec 11 900 soldats déployés, mais al-Shabaab lance en juillet une offensive majeure à 50 km de Mogadiscio, mais fragilité de financement des opérations de paix

Juil. & Nov. 2025 :
RDC / M23 accord de Doha et processus de paix à l'Est signés mais non appliqué.

Sept. 2025
Le Malawi organise des élections qualifiées de « pacifiques et ordonnées » par la SADC offrant un contre-modèle démocratique au milieu de la vague de coups d'État continentale.

Oct. 2025
Coup d'État militaire à Madagascar

Nov. 2025
Johannesburg accueille le premier sommet du G20 sur sol africain

POSITIONS AFRICAINES :

Le vote africain sur la scène mondiale

L'AFRIQUE COMME LE PLUS GRAND BLOC DE VOTE

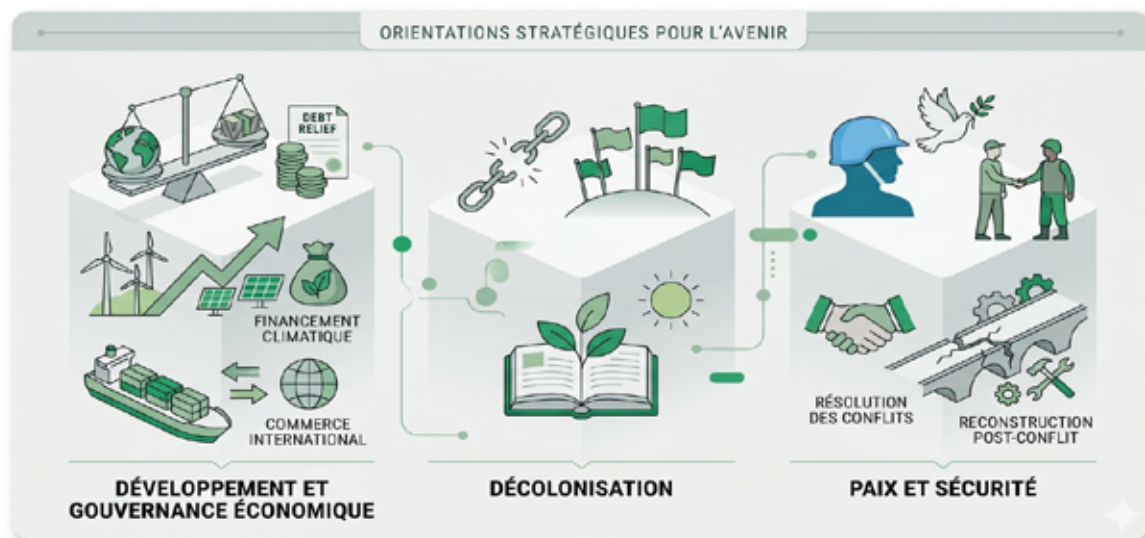
Le Groupe africain aux Nations Unies comprend 54 États membres, représentant environ 28 pour cent des membres de l'ONU et constituant le plus grand bloc de vote régional au sein de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU). Ce poids numérique donne aux États africains une influence considérable sur les questions où de larges majorités façonnent les normes internationales et la légitimité politique.

L'influence collective de l'Afrique est particulièrement visible dans les débats concernant :

Bien que les résolutions de l'AGNU soient non contraignantes, elles restent des instruments importants pour façonner les normes internationales, signaler la légitimité politique et mobiliser la pression diplomatique. Les États africains ont historiquement joué un rôle de premier plan dans l'avancement d'initiatives liées au financement du développement et à la réforme des institutions de gouvernance mondiale, y compris la demande africaine de longue date pour un Conseil de sécurité des Nations Unies plus représentatif à travers le Consensus d'eZulwini.

COHESION GLOBALE ET DIVERGENCE

Le Groupe africain fait preuve d'un degré de cohésion relativement élevé sur les questions étroitement liées aux expériences historiques partagées et aux principes normatifs, en



particulier la souveraineté, la non-ingérence et le développement. Cependant, cette cohésion devient moins prononcée lorsque les États membres sont confrontés à des questions associées à la compétition entre grandes puissances ou à des questions impliquant d'importants compromis sécuritaires et économiques.

Zones de haute cohésion

Les États africains votent généralement de manière coordonnée sur les questions liées à :

- Les droits liés au peuple palestinien et les questions plus larges liées au Moyen-Orient ;

- La décolonisation et les initiatives de justice historique ;
- La justice climatique, le financement du développement et la réforme de la dette ;
- La réforme des institutions de gouvernance internationale, y compris le Conseil de sécurité des Nations-Unies.

Zones de plus grande divergence

La guerre russo-ukrainienne a fourni l'un des exemples les plus clairs de positions diplomatiques africaines divergentes. Lors du vote de l'AGNU du 2 mars 2022 condamnant la guerre russo-ukrainienne, les États africains étaient divisés entre le soutien, l'abstention, l'absence et l'opposition.

Les résolutions ultérieures liées au conflit ont révélé des schémas similaires. Plutôt que de former un bloc unifié, de nombreux gouvernements africains ont cherché à préserver leur flexibilité diplomatique en s'abstenant ou en restant absents. Ce comportement reflétait une combinaison de facteurs, notamment les relations historiques avec la Russie, les dépendances, les partenariats économiques avec les pays occidentaux, et des efforts plus larges pour éviter de se retrouver empêtrés dans des rivalités géopolitiques.

La prévalence des abstentions et des absences suggère que le comportement de vote africain est souvent dicté moins par un alignement idéologique que par un pragmatisme stratégique et des efforts pour maintenir une marge de manœuvre diplomatique.

COINCIDENCE DE VOTE ET ALIGNEMENT AVEC LES GRANDES PUISSANCES

Un outil utile pour évaluer le comportement de vote est l'Indice de Coïncidence de Vote (VCI), qui mesure la fréquence avec laquelle les pays votent de manière similaire sur des résolutions contestées. Des analyses récentes indiquent que de nombreux États africains affichent des niveaux d'alignement de vote plus élevés avec la Chine et la Russie qu'avec les États-Unis, la France ou le Royaume-Uni sur les questions liées au développement, à la souveraineté et à la gouvernance internationale.

Dans le même temps, les schémas d'alignement varient considérablement selon les domaines thématiques. La coopération avec les États occidentaux a tendance à être plus forte sur des questions choisies de gouvernance et de sécurité, tandis que le soutien aux positions occidentales diminue sur les résolutions perçues comme reflétant une contestation géopolitique ou normative plus large.

Plusieurs tendances plus larges émergent des données de vote récentes :

- L'abstention et l'absence sont souvent employées comme des outils diplomatiques délibérés plutôt que comme des indicateurs d'indifférence ;
- Les taux de participation varient considérablement d'une sous-région africaine à l'autre ;
- La coordination au sein du G77 et des coalitions Sud-Sud plus larges contribue à la convergence sur les questions économiques et de gouvernance ;
- Les États africains poursuivent de plus en plus des partenariats basés sur les enjeux plutôt qu'un alignement systématique avec une seule grande puissance.

Pris ensemble, ces schémas suggèrent que l'Afrique ne doit pas être comprise comme un bloc de vote passif ou uniformément aligné. Alors qu'un consensus fort persiste sur les questions perçues comme affectant directement les intérêts africains, une plus grande diversité émerge par rapport aux

différents géopolitiques mondiaux. Cette combinaison d'action collective et de divergence sélective reflète une stratégie plus large d'autonomie stratégique et d'engagement pragmatique au sein d'un ordre international de plus en plus multipolaire.

Carte 1.

Vote des pays africains sur la résolution ES-11/10 de l'Assemblée générale des Nations Unies intitulée « Soutien à une paix durable en Ukraine » · 24 février 2026



“Soutien à une paix durable en Ukraine», le 24 février 2026”

Points clés à retenir

- **Une cohésion africaine limitée** : Seuls 16 États africains ont voté en faveur de la résolution, tandis que 38 États se sont abstenus, ont voté contre ou n'ont pas participé.
- **L'abstention comme position majoritaire** : Adoptée par 19 pays africains (35,2 %), l'abstention reflète une préférence pour la flexibilité diplomatique et le non-alignement.
- **Le vote contre du bloc sahélien** : Les six votes contre proviennent principalement de pays ayant renforcé leurs relations politiques, militaires ou sécuritaires avec la Russie ces dernières années, notamment dans le Sahel.
- **L'absence stratégique** : Treize États africains n'ont pas participé au scrutin, ce qui souligne l'importance persistante de l'absence comme outil diplomatique pour éviter un alignement explicite dans des conflits géopolitiques hautement polarisés.
- **Le plus bas niveau de convergence** : Par rapport aux tendances de vote sur la Palestine, le financement du développement ou la réforme de l'ONU, cette résolution affiche l'un des niveaux de convergence les plus faibles du continent ces dernières années.

Carte 2.

Vote de l'Afrique sur la résolution de l'AGNU — Déclaration de New York sur la Palestine



"Règlement pacifique de la question de Palestine et mise en oeuvre de la solution à deux Etats"

Points clés à retenir

- **Un soutien africain quasi unanime** : 50 des 54 États africains (92,6 %) ont voté en faveur de la résolution, enregistrant l'un des niveaux de cohésion les plus élevés du continent sur une question internationale majeure.
- **Aucun vote contre** : Aucun pays africain n'a voté contre la résolution. Seuls quatre États : le Cameroun, la République du Congo, l'Éthiopie et le Soudan du Sud, ont choisi de s'abstenir.
- **Une tradition diplomatique de longue date** : Ce scrutin confirme la tendance constante des États africains à soutenir les initiatives diplomatiques en faveur des droits de la Palestine et d'une solution négociée à deux États.
- **Au-delà des clivages géopolitiques** : Contrairement aux votes liés à la rivalité entre grandes puissances, la question palestinienne continue de susciter un large consensus continental, transcendant les divergences régionales, idéologiques et politiques.
- **Le plus fort domaine de convergence** : L'absence totale de vote contre confirme que le soutien à l'État palestinien demeure l'une des positions les plus unifiées de la diplomatie multilatérale africaine.

Carte 3.

Vote de l'Afrique sur la résolution de l'AGNU A/RES/80/L.65



Points clés à retenir

- **Une unité exceptionnelle :** 52 des 54 pays africains (96 %) ont voté en faveur de la résolution, ce qui traduit un degré exceptionnellement élevé de solidarité continentale en matière de gouvernance climatique.
- **L'abstention de l'Afrique du Sud :** L'Afrique du Sud s'est abstenue, invoquant des préoccupations concernant l'équilibre entre la justice climatique, l'équité, les responsabilités communes mais différenciées et le cadre existant de la CCNUCC.
- **Le vote contre du Liberia :** Le Liberia a voté contre, devenant le seul État africain à s'opposer à la résolution et une exception au sein du consensus continental.
- **Une pleine participation :** Les 54 États africains membres de l'ONU ont participé au scrutin, ce qui témoigne de l'importance politique accordée à la gouvernance climatique à l'échelle du continent.
- **Un leadership africain actif :** Le Burkina Faso, le Kenya et la Sierra Leone figuraient parmi les principaux coauteurs, illustrant le rôle proactif de l'Afrique dans la promotion des initiatives juridiques et diplomatiques liées au climat.
- **En phase avec les positions de l'UA :** Ce résultat s'aligne sur les positions de longue date de l'Union africaine, qui mettent l'accent sur la justice climatique, la responsabilité historique et le soutien aux pays en développement vulnérables.

Carte 4.

Vote de l'Afrique sur la résolution de l'AGNU A/RES/80/L.48



"Déclaration faisant de la traite des Africains réduits en esclavage et de l'esclavage mobilier racialisé des Africains le crime contre l'humanité le plus grave" · 25 mars 2026

Points clés à retenir

- **Unité africaine totale :** Les 54 Etats membres africains ont voté en faveur, sans aucune abstention, vote négatif ou absence, une manifestation rare de consensus continental total.
- **Présentée par le Ghana au nom du Groupe africain,** la résolution a représenté l'une des plus fortes manifestations de cohésion diplomatique continentale au cours de la 80ème session de l'Assemblée Générale des Nations Unies.
- **Programme de fond :** Le texte reconnaît la traite et l'esclavage des Africains comme faisant partie des crimes contre l'humanité les plus graves et appelle à une plus grande reconnaissance internationale de leurs conséquences durables, y compris la restitution et la justice réparatrice.
- **La justice historique comme force unificatrice :** Le vote unanime démontre l'importance continue de la justice historique, de la mémoire et des héritages coloniaux au sein de la diplomatie internationale africaine.
- **Contraste avec les votes géopolitiques :** Contrairement aux votes concernant les rivalités géopolitiques contemporaines, les questions liées aux colonialismes, à l'esclavage et à l'injustice historique génèrent systématiquement un large consensus continental.

PARTIE 1



L'AFRIQUE DANS LE JEU DES PUISSANCES

- Chapitre 1 :** L'importance stratégique renouvelée de l'Afrique dans les rivalités de puissance au 21ème siècle
- Chapitre 2 :** Rivalités stratifiées : grandes puissances, puissances moyennes et nouvelle géopolitique de l'Afrique
- Chapitre 3 :** Equilibrer souveraineté et survie : l'Afrique face aux recompositions de la puissance mondiale
- Chapitre 4 :** Compétition des grandes puissances et nouvelle ruée vers l'Afrique australe
- Chapitre 5 :** Sommet UE-UA de Luanda 2025 : une rencontre sans décision majeure, mais riche en promesses
- Chapitre 6 :** Qui contrôle l'aiguillage peut éteindre un Etat. Infrastructures critiques, intelligence artificielle et souveraineté exécutable : l'Afrique dans la rivalité des puissances (2026-2036)
- Chapitre 7 :** Le Cameroun dans la géoéconomie de la friperie en Afrique : panorama continental, état des lieux national et perspectives stratégiques
- Chapitre 8 :** Repenser les narratifs sur la participation politique des jeunes en Afrique : le cas kényan



CHAPITRE 1

L'IMPORTANCE STRATÉGIQUE RENOUVELÉE DE L'AFRIQUE DANS LES RIVALITÉS DE PUISSANCE AU 21^{ÈME} SIÈCLE

Kidane

Kiros

ETHIOPIE

1. L'Afrique dans les rivalités de puissance du XXI^e siècle

La ruée vers l'Afrique a vu les grandes puissances européennes se partager le continent lors de la conférence de Berlin de 1884-1885, une série de réunions au cours desquelles les territoires africains ont été officiellement attribués et délimités comme colonies respectives de ces puissances. Au cours de cet épisode historique, le continent africain est devenu, pour la première fois, une arène pour la projection de puissance et la rivalité des grandes puissances européennes. En écho aux réflexions plus larges de philosophes tels que Karl Marx¹ (1852) et George Santayana² (1905) qui ont observé les schémas récurrents de l'histoire, l'Afrique est redevenue, sous une nouvelle forme, une arène et un champ de bataille renouvelé pour les grandes puissances mondiales en quête d'accès et d'influence.

Cependant, dans la compétition actuelle qui se joue en Afrique, les principaux acteurs, accords et mécanismes ont complètement changé, bien que les raisons sous-jacentes de ces rivalités entre grandes puissances demeurent la quête de l'accès aux riches ressources naturelles du continent et de leur contrôle. Ce regain d'intérêt pour les ressources et la position stratégique de l'Afrique est souvent décrit comme une « nouvelle ruée » vers les ressources, les marchés et les territoires³ africains, ce qui appelle à un examen critique de la maxime selon laquelle « l'histoire se répète » ou de l'analogie de « la nouvelle ruée vers l'Afrique » dans le contexte de l'importance stratégique renouvelée de l'Afrique au sein des rivalités entre puissances mondiales du XXI^e siècle. Les grandes puissances, dont le Brésil, la Chine,

l'Inde, le Japon, l'Arabie saoudite, la Russie, l'Union européenne, les États-Unis, les États du Golfe, ainsi que des groupes de puissances moyennes émergentes, sont engagées, sur les plans diplomatique, économique, militaire et informationnel, dans une compétition pour l'influence et l'accès en Afrique. Le continent dispose d'environ 30 % des réserves mondiales connues de minerais critiques et de terres rares⁴, est situé le long de voies de navigation maritime et de détroits stratégiques, et devrait représenter un quart de la population mondiale d'ici le milieu du siècle.

Ce chapitre examine la position de l'Afrique dans le contexte contemporain de rivalité accrue entre les puissances mondiales, en analysant les intérêts stratégiques de la Chine, de la Russie et des États-Unis, qui figurent parmi les principaux acteurs en compétition sur le continent.

Il se penche ensuite sur la question de l'action collective africaine contemporaine. Il soutient que, si le concept de « nouvelle ruée » met en évidence la dynamique de concurrence entre puissances extérieures pour l'influence en Afrique, à l'instar de la période coloniale, le continent ne saurait être appréhendé comme un espace passif. Au contraire, les gouvernements et les institutions africains y définissent, orientent et négocient activement leurs modalités d'engagement avec ces acteurs extérieurs.

2. L'importance stratégique contemporaine de l'Afrique

Plusieurs facteurs ont rendu l'Afrique stratégiquement importante au XXI^e siècle dans le contexte de la compétition entre puissances. L'abondance des ressources critiques, le dynamisme démographique, la centralité

1. Karl Marx, « Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte ». Marxists.org. Consulté le 14 avril 2026. <https://www.marxists.org/archive/marx/works/1852/18th-brumaire/ch01.htm>.

2. George Santayana, *The Life of Reason*, vol. 1, *Reason in Common Sense* (New York : Charles Scribner's Sons, 1905), 284.

3. Pádraig Carmody, *The New Scramble for Africa*, 2^e éd. (Cambridge : Polity Press, 2016), 1–15.

4. Institute for Security Studies Africa, « Africa Has Critical Minerals But Needs a Unified Strategy », ISS Today, 21 mai 2025, <http://futures.issafrica.org/blog/2025/africa-has-critical-minerals-but-needs-a-unified-strategy>.

géographique du continent et le renforcement progressif de ses capacités institutionnelles⁵ constituent les principaux ressorts structurels de son poids stratégique, faisant de l'Afrique un acteur désormais incontournable des compétitions de puissance à l'échelle mondiale. Trois dimensions apparaissent particulièrement déterminantes : les minerais critiques⁶, la position géostratégique⁷ du continent et son potentiel démographique et économique⁸.

Dans un contexte mondial de transition des systèmes énergétiques vers les énergies renouvelables, ainsi que de l'intensification des rivalités entre États, multinationales technologiques et technologies émergentes autour des données, des chaînes de valeur stratégiques et des cadres réglementaires, les ressources minières et énergétiques africaines suscitent une compétition mondiale sans précédent pour l'accès, l'approvisionnement et le contrôle.

Les importantes réserves africaines de minerais critiques, notamment le manganèse, le platine, le chrome et le cobalt, constituent des ressources stratégiques indispensables aux technologies vertes, aux industries de pointe et aux secteurs de la défense. La part du continent dans les réserves et la production

mondiales de ces ressources est considérable⁹. L'Afrique dispose également d'importants gisements d'autres minerais essentiels aux industries de la transition énergétique, de l'intelligence artificielle, de l'aérospatial et des semi-conducteurs, parmi lesquels le cuivre, le diamant, l'or, la bauxite, le minerai de fer, l'uranium, la vermiculite, les phosphates, le nickel, le lithium, les terres rares, le zinc, le plomb, le charbon, le pétrole et le zirconium.

La montée en puissance des véhicules électriques, des systèmes de stockage énergétique et des technologies solaires devrait entraîner une forte hausse de la demande mondiale pour les minerais africains liés à la transition énergétique. Selon le rapport *State of African Energy 2026 Outlook* de la Chambre africaine de l'énergie, la demande mondiale pour ces minerais pourrait être multipliée par cinq d'ici 2035 par rapport à son niveau de 2023. L'Afrique occupe déjà une position dominante dans la production mondiale de cobalt, de cuivre, d'or et de métaux du groupe du platine, ce qui confère au continent une importance stratégique croissante pour les grandes puissances industrielles¹⁰.

La géographie constitue l'un des fondements majeurs de l'importance stratégique de l'Afrique, en lien étroit avec ses ressources naturelles. Le continent est bordé par l'océan Atlantique à l'ouest, l'océan Indien à l'est, la mer Méditerranée au nord et la mer Rouge au nord-est. Il se situe par ailleurs au croisement de grandes routes maritimes reliant l'Europe, l'Asie et les Amériques.

5. World Economic Forum, « Why Africa Will Become a Prominent Player in Global Geopolitics », World Economic Forum, 2 juin 2025,

<http://www.weforum.org/stories/2023/07/why-africa-will-become-a-prominent-player-in-global-geopolitics/>.

6. Brookings Institution, « Africa Can Be in Pole Position for the Critical Minerals Race », Brookings, 25 septembre 2025, <https://www.brookings.edu/articles/africa-can-be-in-pole-position-for-the-critical-minerals-race/>.

7. Banque mondiale, « Mineral Resources of Africa », 20 octobre 2025, <http://www.worldbank.org/en/topic/extractiveindustries/brief/mineral-resources-of-africa> ; et African Climate Foundation, *Geopolitics of Critical Minerals in Renewable Energy Supply Chains*, 2022.

8. Union africaine, *Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine, 2021 (tel qu'amendé en 2024-2025)*, http://au.int/sites/default/files-afcfta_en.pdf.

9. Mo Ibrahim Foundation, *Africa's Critical Minerals* ; Zero Carbon Analytics (2025) ; FMI, *Digging for Opportunity: Harnessing Sub-Saharan Africa's Wealth in Critical Minerals* ; USGS *Mineral Commodity Summaries 2025*, janvier 2025, <https://doi.org/10.3133/mcs2025> ; Beukes, N. J., Swindell, E. P. W., et Wabo, H. (2016). *Manganese Deposits of Africa*.

10. African Energy Chamber, *The State of African Energy 2026 Outlook Report*. Johannesburg : African Energy Chamber, 2025

L'Afrique est entourée de plusieurs points de passage maritimes stratégiques, notamment le canal de Suez, le détroit de Bab el-Mandeb et le cap de Bonne-Espérance, tandis que le détroit de Gibraltar joue un rôle important dans les échanges entre la Méditerranée et le continent africain. Le détroit de Bab el-Mandeb, situé entre Djibouti et le Yémen, relie la mer Rouge au golfe d'Aden et à l'océan Indien. Il constitue une voie essentielle pour le transport du pétrole, du gaz naturel liquéfié et des marchandises entre l'Europe et l'Asie. Toute perturbation de cette route, liée par exemple à la piraterie ou à des conflits, oblige les navires à contourner l'Afrique par le cap de Bonne-Espérance, une route plus longue et plus coûteuse.

Cette importance géostratégique se reflète aussi dans la forte présence de puissances étrangères et régionales dans la Corne de l'Afrique, qui accueille en 2025 onze bases militaires étrangères. Djibouti en concentre huit, représentant environ 4,3 milliards de dollars d'investissements dans les infrastructures militaires. Cette concentration illustre le rôle stratégique de la géographie africaine dans le commerce mondial, en particulier celui du détroit de Bab el-Mandeb et des routes maritimes de la mer Rouge. La présence simultanée de bases américaines et chinoises à Djibouti montre enfin que certains espaces africains sont devenus des points clés¹¹ de la rivalité entre grandes puissances.

Le potentiel socio-économique de l'Afrique est un troisième fondement majeur de l'importance géostratégique du continent. D'ici 2050, la population de l'Afrique devrait atteindre 2,5 milliards d'habitants. Cinq des dix économies à la croissance la plus rapide au monde se trouvent en Afrique subsaharienne, et l'Accord de libre-échange continental africain (ZLECAf) est en passe de devenir la plus grande zone de libre-échange au monde

en nombre de pays membres. De plus, cela accroîtra l'importance des marchés africains et des votes diplomatiques, constituant un investissement dans un futur pouvoir structurel qu'aucun aspirant hégémonique ne peut se permettre d'ignorer¹².

3. Chine

De toutes les puissances extérieures qui se disputent l'accès aux ressources naturelles et l'influence en Afrique, la République populaire de Chine a mené la campagne la plus vaste et la plus soutenue dans les domaines diplomatique, économique, militaire et de l'information. D'un point de vue économique, la fondation principale réside dans l'initiative chinoise de « la Ceinture et la Route » (BRI), lancée en 2013 ; en 2025, tous les États africains à l'exception de l'Eswatini avaient rejoint la BRI, faisant du continent le plus grand participant en termes de nombre de pays impliqués¹³. La part de l'Afrique au cours de cette année record a été particulièrement remarquable, le continent ayant presque triplé ses investissements et prêts chinois dans le cadre de la BRI et enregistré une hausse de 283 % par rapport à 2024, atteignant 61,2 milliards de dollars, se distinguant ainsi comme la région bénéficiaire des investissements de la BRI à la croissance la plus rapide au monde¹⁴. Selon le Green Finance and Development Centre, une partie de cette augmentation de l'activité de la BRI est attribuée à une réorientation délibérée de la part des entreprises chinoises, la guerre commerciale sino-américaine ayant fait de l'Afrique une « plateforme d'exportation » de plus en plus

11. Randall Puljek-Shank, « Network-Centric US Military Intelligence Strategy for Africa's Evolving Geopolitical Landscape », *Small Wars and Insurgencies*, octobre 2025.

12. Chapman University, « The New Scramble for Africa : Is the West Losing Out? », Policy Paper, janvier 2026, https://blogs.chapman.edu/wp-content/uploads/sites/56/2026/01/The-New-Scramble-for-Africa_web.pdf.

13. Christoph Nedopil, « Countries of the Belt and Road Initiative », Shanghai : Green Finance & Development Center, FISF Fudan University, 2025, www.greenfdc.org.

14. Emmanuel Uche Nwachukwu, « China's Belt and Road Initiative in Africa : Between Infrastructure Gains and Debt Risks », *African Journal of Social and Behavioral Sciences* 15, n° 8 (2025) : 2873.

attrayante pour les fabricants chinois, avec des droits de douane américains plus faibles sur les produits africains, permettant aux investisseurs chinois de contourner les droits plus élevés imposés directement sur les produits fabriqués en Chine.

Les investissements directs étrangers (IDE) chinois en Afrique sont principalement concentrés dans les infrastructures de transport et l'énergie, notamment les routes, les chemins de fer, les ports, les aéroports et les centrales électriques. Les partisans des IDE chinois soutiennent que l'Initiative la Ceinture et la Route (BRI) contribue à réduire le déficit de connectivité en Afrique et offre des alternatives aux conditionnalités de l'aide occidentale ainsi qu'aux prescriptions politiques qui y sont associées. Les critiques de la BRI, en revanche, contestent cette lecture et mettent en avant l'opacité des conditions contractuelles, le risque de surendettement comme l'illustrent le chemin de fer à écartement standard en difficulté au Kenya et la ligne Addis-Abeba-Djibouti en Éthiopie ainsi que le risque de dépendance structurelle¹⁵.

La domination de la Chine dans le secteur des minerais critiques ajoute une autre dimension stratégique importante qui aide à expliquer sa présence en Afrique. Elle contrôle environ 70 % de la production mondiale de terres rares, des matériaux cruciaux dont dépendent les entreprises technologiques occidentales pour la défense, les énergies propres et la fabrication de véhicules électriques¹⁶. L'IDE stratégique de la Chine dans le secteur du cobalt en République démocratique du Congo et le secteur du lithium au Zimbabwe n'est donc pas motivé uniquement par le profit. Il reflète également un effort stratégique visant à

garantir des relations stables et exclusives avec les pays bénéficiaires en tant que mécanisme d'influence dans la rivalité plus large avec les États-Unis ; la Chine a démontré le levier intégré dans sa domination sur les ressources africaines de terres rares au début de 2025, lorsqu'elle a imposé des contrôles à l'exportation sur les éléments de terres rares traités et raffinés en réponse directe à l'escalade tarifaire de l'administration du président Donald Trump, illustrant clairement pourquoi Washington a agi de toute urgence pour sécuriser des chaînes d'approvisionnement alternatives en Afrique, les restrictions à l'exportation de la Chine créant d'importantes vulnérabilités en matière de sécurité nationale et d'économie. L'établissement en 2017 de la première base navale permanente chinoise à l'étranger à Djibouti a marqué un tournant qualitatif dans le rôle de la Chine en Afrique, passant d'un engagement principalement économique à des formes de projection de puissance dure. La déclaration de posture de l'AFRICOM pour 2025, publiée par le général Michael Langley, a explicitement identifié l'expansion de la présence militaire chinoise et ses opérations d'influence informationnelle comme une préoccupation stratégique croissante¹⁷.

4. Russie

La Russie a établi un lien profondément ancré avec l'Afrique qui remonte principalement à l'ère de l'Union soviétique, au cours de laquelle elle a maintenu des liens militaires, économiques et politiques avec divers gouvernements et mouvements de libération africains. Après l'effondrement de l'Union soviétique, l'intérêt et la présence de la Russie en Afrique sont devenus relativement limités, jusqu'à ce qu'elle recommence à s'engager sur le continent au milieu des années 2010. Dans cette phase, son approche a été plus ciblée,

15. Pádraig Carmody, *The New Scramble for Africa*, 2e éd. (Cambridge : Polity Press, 2016), 1-15.

16. AKEM, « China, United States, Russia — Africa More Than Ever at the Crossroads of Geopolitical Rivalries », 24 février 2026, <http://www.akem.org.tr/post/china-united-states-russia-africa-more-than-ever-at-crossroads-of-geopolitical-rivalries-an>.

17. Général Michael E. Langley, « USAFRICOM Posture Statement 2025 », US House Armed Services Committee, 2025, https://armedservices.house.gov/uploadedfiles/2025_africom_posture_statement_for_hasc.pdf.